

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021

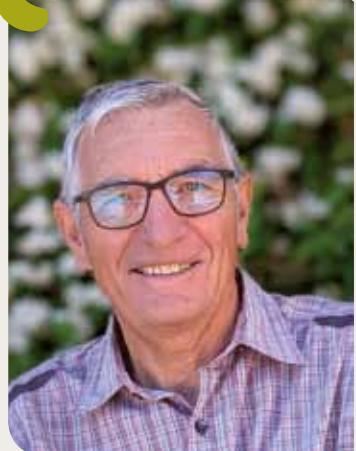
50 ANS

D'ACTIONS
DE COMBATS
D'ENGAGEMENTS



ÉDITO /

“



Une année de mobilisation ponctuée de temps forts

Malgré un contexte qui nous a encore tenus pour une bonne partie de l'année à domicile et en visioconférence, l'exercice que nous clôturons aura été riche en événements de différentes natures.

Nous avons atteint nos objectifs autour du **congrès UICN**. D'abord en étant partie prenante très active d'un événement qui a permis de placer la biodiversité à un niveau de priorité égal à l'enjeu climatique. Ensuite en gagnant le pari d'organiser un forum hors les murs qui a sensibilisé de manière concrète un public plus large. FNE en Provence-Alpes-Côte d'Azur a également **porté ses propositions** en direction des **têtes de listes candidates aux élections régionales**. Les réponses obtenues nous permettent d'appuyer aujourd'hui nos interventions auprès de l'exécutif mis en place à l'issue de cette consultation.

L'anniversaire des 50 ans de la fédération fut un moment important. Il a offert d'une part un temps de mémoire partagé (pour que, collectivement, nous sachions d'où nous venons) et d'autre part une réflexion sur l'avenir. La jeune génération, riche de sa diversité, nous a dit sa volonté de poursuivre, avec des formes adaptées, les luttes qui ont donné naissance à notre mouvement.

Une rencontre associative a permis de vérifier à quel point les objectifs portés au plan régional sont partagés avec les associations locales. Celles-ci traduisent sur le terrain ce que nous formulons en terme de propositions. Le renforcement de notre réseau à travers les actions menées en coopération avec les fédérations départementales est une réalité.

Le défi toujours plus important de "vivre dans une région vivable"

A la (quasi) sortie de la pandémie, le monde d'après s'est avéré être celui d'avant, peut-être encore un peu plus assombri au vu des orientations productivistes renforcées par le Plan de relance (artificialisation des sols, nucléaire, usages de l'eau dans des visions à court terme via l'extension du réseau d'irrigation et la multiplications de retenues collinaires, priorité aux financements routiers...)

Près de nous, la guerre en Ukraine, tragédie humaine pour son peuple, est l'amorce d'une remise en question brutale de nos modes de consommation et d'un système de pilotage obsolète. Le monde d'après sera-t-il différent de celui d'avant ?

Des équipes bénévoles et salariées unies pour un projet commun

Pour une seconde année consécutive, les résultats financiers nous procurent une sérénité relative car l'avenir reste incertain. L'équipe salariée et les bénévoles actifs ont de fait consolidé une fédération régionale utile à l'ensemble du mouvement FNE en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Nous les remercions pour leur mobilisation de même que toutes celles et ceux qui contribuent par leur engagement à notre vie fédérale, les institutions et les autres financeurs qui nous accordent leur confiance pour la réalisation de différents projets visant à la protection de la Nature et de l'Environnement.

Gilles Marcel

Président
France Nature Environnement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

A l'issue, encore incertaine, de cette période de crises, il est à craindre que les pressions socio-économiques à courte vue conduisent au maintien d'une consommation de ressources sans limite dans un monde fini, à l'opposé d'une société respectueuse de l'avenir de ses générations futures.

”

SOMMAIRE

2021 en chiffres / 04

Notre fédération / 05

Notre année 2021 / 06

Nos actions / 09

Fédérer

Sensibiliser

Défendre

Influencer

Alerter

Accompagner

Nos ressources / 34

Les associations régionales / 36

FNE en région, c'est

Un mouvement citoyen



27 089

bénévoles
dans toute la région



Des militant.e.s présent.e.s
dans plus de 150 commissions



70

affaires suivies
en justice

Une fédération

6

Fédérations
départementales

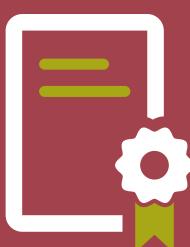
7

Associations
régionales

Une association d'intérêt général

Crée en **1971**,

association agréée, habilitée
à participer au débat public



102

bénévoles mobilisés
au quotidien

Indépendante de tout pouvoir politique, économique ou religieux



Porte-parole des associations
de protection de la nature et de l'environnement

Et c'est aussi...

Une équipe régionale mobilisée



25

administrateurs.trices



4847

heures de bénévolat
réalisées en 2021

Elles et ils déterminent les orientations politiques,

participent aux instances décisionnaires de France Nature Environnement et représentent l'association

9

salarié.e.s =
l'équipe
opérationnelle

4

volontaires
en Service Civique

3

personnes en mécénat
de compétences

2

stagiaires



NOTRE ANNÉE 2021

Janvier

Diffusion du webdocumentaire La Baie des Anges perdus

L'année 2021 a marqué la sortie de notre webdocumentaire « La Baie des Anges perdus ». Ce documentaire reflète l'impact humain sur l'évolution de ce territoire depuis des décennies avec la disparition de certaines espèces comme le requin ange. Des solutions existent ! Retrouvez-les en regardant le film.



Février

Mars

Total La Mède : victoire des associations

Suite à notre recours, le Tribunal administratif de Marseille a décidé l'annulation partielle de l'autorisation d'exploiter la raffinerie de Total La Mède à partir d'huile de palme et produits dérivés.

Une nouvelle étude d'impact doit être faite afin de prendre en compte les enjeux climatiques.

Juin



Juillet

Célébration de nos 50 ans

Sous le signe de la convivialité, c'est une centaine de membres de la grande famille FNE qui s'est rappelée son histoire tout en se projetant dans le futur.

Septembre

Mobilisation dans la planification de l'eau

Nous avons rappelé, dans le cadre de la consultation sur le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau, la nécessaire adaptation au changement climatique dans une vision de long terme et l'importance de la gestion économe et partagée de l'eau.

Côté mer, nous avons dénoncé la coloration très économique du projet de Document Stratégique de Façade.

Octobre



Reconnaissance du préjudice écologique dans le contentieux Tortue d'Hermann

La décision du Tribunal correctionnel de Draguignan a reconnu le préjudice écologique causé par les domaines viticoles qui défrichent les parcelles incluses dans la réserve naturelle de la plaine des Maures. Les aménagements et travaux arbitraires mettent en péril de nombreuses espèces protégées, dont les dernières populations de Tortue d'Hermann.

Avril

Plaidoyer pour une vraie loi Climat

Pour FNE, la loi Climat & Résilience est insuffisante pour atteindre l'objectif de 40% de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Nous avons présenté aux députés de la région nos 6 grandes propositions territorialisées et nous nous sommes mobilisés dans les marches pour le climat.

Mai

Interpellations des candidats aux régionales

16 QUESTIONS
AUX FUTUR·E·S ÉLU·E·S
RÉGIONAUX·ALES

Sur la base de notre plateforme de propositions « pour une région vivable », nous avons questionné les candidat.e.s sur leur programme en matière de gestion des déchets, économie circulaire, aménagement du territoire, biodiversité, gestion de l'eau et du trait de côte. Nous resterons attentifs à la mise en œuvre des engagements environnementaux au cours du mandat.

Août



Ambassadeurs de la nuit

A travers notre projet « Ambassadeurs de la nuit », nous avons recensé et informé les communes et commerçants dont les vitrines restent allumées illégalement après 1h du matin à Marseille, Plan de Campagne, Aix-en-Provence, Avignon, Bandol, Dignes, Gap. L'éclairage nocturne est la seconde cause de disparition des insectes, il impacte la santé et la consommation énergétique. Ce projet participe ainsi au nécessaire changement de comportement individuel et collectif.

Septembre



Participation au Congrès mondial de la Nature

Ce fut l'occasion de rappeler nos positionnements et d'interpeler les institutionnels sur les enjeux de pollution par les plastiques en mer et de préservation de la forêt méditerranéenne et des cours d'eau alpins. Nous avons également sensibilisé un large public avec notre exposition « CoExistences ».

Décembre

Dialogue social et transition écologique

Les liens entre justice sociale et justice environnementale conduisent inévitablement les syndicats à s'emparer du sujet de la transition écologique.

Désormais, dans les entreprises, le dialogue social et environnemental peut être engagé avec le comité social et économique voire dans le cadre de la négociation collective.

Ce fut l'objet d'une journée d'échange co-organisée avec l'Institut Régional du Travail (organisme universitaire dédié à la formation des membres des organisations syndicales).

Novembre



La condamnation fut exemplaire avec des amendes qui vont de 50 000 à 300 000 euros d'amende et une demande de remise en état des sites. Les prévenus ont été condamnés à consigner entre les mains d'un comptable public la somme totale de 3,28 millions d'euros.

Action contre le trafic de déchets

Nous nous sommes constitués partie civile dans l'affaire de démantèlement d'un réseau d'entreprises déversant illégalement des déchets issus du BTP sur 18 sites naturels.

Administration

MONTAGNES



COLLINES



ESPACES
AGRICOLLES



ZONES
HUMIDES



FORêTS



RIVIÈRES



STE

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT





NOS ACTIONS

FÉDÉRER

/ 10

SENSIBILISER

/ 14

DÉFENDRE

/ 18

INFLUENCER

/ 22

ALERTER

/ 26

ACCOMPAGNER

/ 30

VILLES

LITTORAL

MER

COEXISTENCES

Et vous?

Dans votre vie,
quelle place laissez-vous
au sauvage ?

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



FÉDÉRER

Une fédération organisée
au plus près du terrain

Les 50 ans de notre fédération : un regard en arrière pour aller de l'avant

Le 2 juillet 2021, notre réseau de près de 250 associations a fêté ses 50 ans dans le Var. Ce fut l'occasion de porter un regard en arrière sur notre fédération et de réfléchir à demain.



Il y a 50 ans

Au cours de cette journée évènementielle, il a été rappelé la naissance de notre fédération dès 1971 autour de l'Union Régionale pour la Sauvegarde de la Vie, de la Nature et de l'Environnement (URVN) pour **préserver la Côte d'Azur de la bétonisation**. L'URVN donnait déjà l'**alerte sur la pollution de la mer, sur les décharges sauvages, sur la disparition de la biodiversité et des milieux naturels**. De nombreux combats furent gagnés contre des projets immobiliers d'artificialisation sur le littoral méditerranéen.

Structuration du mouvement

Du littoral à la montagne, l'**URVN s'organise autour de fédérations départementales au plus près du terrain** et change d'appellation en 2013 pour devenir **FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur**.

Acteur reconnu, plusieurs partenariats seront conclus avec l'Agence de l'Eau, la DREAL, le Conseil Régional, l'ARS.

Force de propositions

L'URVN participe par la suite à l'élaboration des lois de 1976 sur les industries polluantes et la protection de la nature, de la loi Littoral en 1986 mais aussi au processus du Grenelle de l'environnement et sa territorialisation à travers les schémas régionaux sur la transition écologique et énergétique. La participation active à la création des parcs naturels, la réalisation des premiers inventaires naturalistes, la mobilisation contre le tout routier marquent l'histoire de notre mouvement.



Demain

Au-delà de ce modèle d'engagement associatif, d'autres formes de mobilisation existent aujourd'hui. Ces nouveaux défis pour les 50 prochaines années ont été mis en perspective lors de cette journée par le sociologue Mathieu Leborgne et par des jeunes engagés dans l'environnement : Elina, 23 ans, bénévole à Extinction Rébellion ; Clémentine, 25 ans, bénévole à la LPO ou encore Marine, 30 ans, avocate défendant les peuples autochtones.

Ce sont les moyens d'actions qui les différencient : désobéissance civile, sensibilisation du grand public ou exigence que le droit soit respecté.

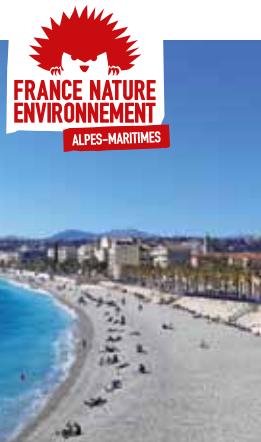
Pour l'avenir, l'enjeu est bien de faire coexister ces diverses formes d'engagement dans leur complémentarité et de créer ensemble un rapport de force pour un changement sociétal souhaité tant par les jeunes que par les moins jeunes.

Voir les vidéos :

<https://fnepaca.fr/2021/07/08/nous-avons-fete-nos-50-ans/>
<https://fnepaca.fr/qui-sommes-nous/>



Une présence historique



Fédération des Alpes-Maritimes

Il y a 50 ans, en réaction avec la dégradation de la Côte d'Azur, se créait l'URVN autour de 100 comités de défense réunis par René Richard. Créée en 2012, FNE Alpes-Maritimes avec 40 associations et 208 adhérents individuels est présente sur des dossiers importants : la ligne nouvelle, le transfert du port de Nice, les plages privées, le doublement du tunnel de Tende, la surdensification du littoral, l'OIN Ecovallée avec l'urbanisation du lit majeur du Var malgré ses crues dévastatrices et des terres agricoles, les décharges sauvages issus du BTP. Enfin, la tempête ALEX montre les effets du changement climatique et la nécessité d'appliquer une vision prospective à tous les projets d'aménagement du territoire.



Fédération des Hautes-Alpes



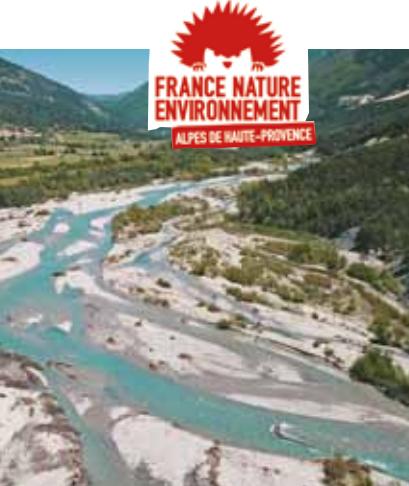
Née en 1976, la SAPN, devenue SAPN-FNE 05 en 2020, fédère 12 associations et 266 adhérents individuels.

A l'origine, ses actions se concentraient autour de la connaissance des milieux naturels. La SAPN fut un des piliers de l'opposition au projet de l'autoroute A51 qui devait relier Aix-en-Provence à Grenoble et proposait déjà d'autres scénarios pour la mobilité.

Du Montgenèvre à Sigottier, de la Chapelle en Valgaudemar à Ventavon, ses actions sont sur la protection des milieux (moto-neige, source de la Durance), sur la lutte contre les pollutions (émanation de méthane à Sorbiers, porcherie de Chabottes), sur la protection des espèces (le loup et les galliformes de montagne), sur les enjeux de transition énergétique (adaptation au changement climatique) et sur la prévention des déchets (compost'alpes).



sur tous les territoires



Fédération des Alpes de Haute-Provence

Née en 1973 sous le nom d'Union Départementale Vie et Nature, FNE 04 siège depuis sa création dans la plupart des commissions administratives (CODERST, CDPNAF, CNDP, etc.). Parmi les grands combats, celui mené en 1980 /90 contre la société ISOTOPCHIM responsable d'une grave pollution au Carbone 14, sur le plateau de Ganagobie. Autre victoire remarquable : l'arrêt du projet de ligne THT Boutre /Carros, combat mené dans les années 2000 par une association adhérente (Association pour la Protection des Lacs et Sites du Verdon) que UDVN04 a soutenue, contraignant EDF à revoir son projet en intégrant l'idée de liaison souterraine proposée par les écologistes.

Fédération du Vaucluse

FNE Vaucluse est née en 1976 ; elle fédère 18 associations qui agissent pour la préservation de l'environnement, avec plus de 2000 bénévoles. Elle s'est mobilisée contre les périmètres de recherche des gaz de schistes et du gazoduc Eridan. En matière d'aménagement, elle a alerté sur de nombreux projets démesurés à Monteux, à Cavaillon et sur le mont Ventoux. Elle s'est mobilisée sur la quasi-totalité des SCoTs.

Sur le volet industriel, la fédération a dénoncé le projet de stockage d'amiante sur Pernes les Fontaines et les pollutions des industriels locaux (Joprochim, Reynaud).

Plus récemment, FNE 84 se mobilise avec d'autres acteurs sur le projet routier de la LEO (déviation d'Avignon).



Fédération des Bouches-du-Rhône

A sa création en 1973, l'Union Départementale pour la sauvegarde de la Vie, de la Nature et de l'environnement 13 (UDVN13) a traduit la volonté de militants animés du souffle de la résistance, incarné par Georges Meyer Heine. La gouvernance actuelle de l'association s'attache à inscrire ses actions dans cette volonté originelle.

FNE13 en 2021, c'est 51 associations et 37 adhérents individuels.

Elle se mobilise pour la maîtrise des activités des Installations Classées Protection de l'Environnement (Fibre Excellence, ArcelorMittal...), sur les questions de mobilité en lien avec la qualité de l'air (navires, plan de déplacement urbain...) et sur l'objectif de zéro artificialisation nette (plateformes logistiques Grans, Saint Martin de Crau).



Fédération du Var

Crée en 1973, l'UDVN-FNE 83 fédère 40 associations. Participant à plus de 55 commissions et comités de pilotage, l'UDVN-FNE 83 a une présence et un engagement fort sur l'ensemble du département depuis son origine. De nombreuses actions en justice sont menées pour protéger l'environnement, notamment contre les décharges illégales (Cap Sicié à Six-fours) et la lutte contre l'étalement urbain essentiellement sur la bande littorale (préservation de la colline du Rayol Canadel).





SENSIBILISER

Une fédération présente
sur tous les fronts en faveur
de la biodiversité



Le Congrès Mondial de la Nature à Marseille, une occasion unique de sensibiliser les publics et d'interpeller les institutions

A l'occasion du Congrès mondial de la Nature à Marseille en septembre 2021, nous avons mené toute une série d'actions de sensibilisation pour reconnecter le citoyen à la nature.

Forum des initiatives positives

Le 4 septembre, nous avons organisé sur la Canebière à Marseille, un **Forum des initiatives positives** en faveur de la biodiversité. Durant cette journée, nous avons mis en place des actions dynamiques et participatives telles qu'une mise en scène, une présentation des actions de notre réseau associatif, des animations avec notre jeu « Question pour un champion du développement durable ». Plusieurs associations locales, qui œuvrent spécifiquement pour la protection de la biodiversité, ont suscité l'intérêt du public.

Espace Génération Nature

Présents dans l'**Espace Génération Nature** et dans l'espace Exposition, sur le stand FNE nous avons sensibilisé plus de 400 personnes grâce à notre exposition CoExistences. Une tablette était à disposition des congressistes pour jouer aux quiz dédiés. Par ailleurs, nous avons animé le jeu Korridor qui met en scène des espèces telles que la loutre, le chambignon, le loup ou l'aigle. Chacune des espèces a une mission et doit parcourir un chemin défini mais attention, ce dernier est semé d'embûches (artificialisation, pollutions, agriculture intensive, etc.). Arriveront-ils à atteindre leurs objectifs malgré toutes ces menaces ?

Au sein du congrès

Ce fut aussi l'occasion de rappeler nos positionnements et d'interpeller les institutionnels sur les enjeux de pollution par les plastiques en mer avec notre étude sur le bassin versant de la Durance, de préservation de la forêt méditerranéenne face à la méga-centrale biomasse de Gardanne ou encore de rappeler notre demande de moratoire sur les micro-centrales hydrauliques en tête de bassin versant.

Le CESER débat sur la 3^{ème} Stratégie Nationale pour la Biodiversité

La Secrétaire d'Etat chargée de la biodiversité a sollicité une contribution du CESER Provence-Alpes-Côte d'Azur (Conseil Economique Social et Environnemental Régional) pour l'élaboration de la 3^{ème} Stratégie Nationale en matière de Biodiversité.

FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur a participé à ce groupe de travail. Après de nombreux débats, notamment sur la fiscalité et l'aménagement du territoire, ce travail collectif a permis de faire ressortir les besoins en termes de connaissance, de formation, de sensibilisation pour les différentes parties prenantes.

COEXISTENCES, une exposition à multiples facettes sur les liens entre humain et nature

Nous avons poursuivi notre travail de sensibilisation et d'animation avec des outils numériques et interactifs, en privilégiant le dialogue.

L'itinérance de l'exposition

Grâce à l'implication sans faille des associations locales, notre équipe est intervenue dans plusieurs lycées (Lycée Professionnel du Parc Saint-Jean à Toulon, Lycée Carmejane GMNF à Digne-les-Bains, Lycée Campus Vert d'Azur à Antibes, Lycée international de Manosque) avec près de 150 élèves sensibilisés. Les médiathèques de Gap et de Fréjus ont également accueilli nos animations avec un public sensibilisé estimé à 100 personnes.



Verdon, source de vie convoitée

Mondialement connu pour ses gorges, visité chaque année par des millions de touristes, le Verdon est



avant tout une rivière sauvage en tresses. Que connaissez-vous de son histoire, des conflits passés et présents, des défis à venir pour cette rivière ?

Voir le webdoc : <https://coexistences.fnepaca.fr/2021/08/27/verdon-source-de-vie-convoitee/>

CoExistences grandit

CoExistences s'étoffe de 2 nouveaux webdocumentaires et d'une animation au cours de l'année 2021, qui ont été visionnés dans des festivals internationaux notamment le Festival International du Film Ornithologique (FIFO) de Ménigoute, touchant près de 720 personnes ou encore le Festival International du Film Ecologique et Social qui s'est tenu à Cannes.



La Baie des Anges perdus

Peuplée dès la Préhistoire, la Baie des Anges s'est transformée au cours des temps modernes pour satisfaire un tourisme hivernal aisé, puis

un tourisme de masse, toujours plus impactant pour les écosystèmes locaux et enfin les projets d'aménagements. Serait-il temps de s'arrêter et de chercher à faire avec la nature plutôt que contre ?

Voir le webdoc : <https://coexistences.fnepaca.fr/2021/04/19/la-baie-des-anges-perdus/>



Cohabitation en montagne : lancement de la campagne “Alpatous”



L'action de sensibilisation « Alpatous » est née de la volonté du réseau FNE en Provence-Alpes-Côte d'Azur d'agir sur le terrain pour une cohabitation apaisée en montagne entre loup, usagers de la montagne (randonneurs, vététistes...) et pastoralisme.

Grâce aux financements de la fondation Albert II de Monaco et à l'engagement des services de l'Etat, nous avons organisé deux jours de formation pour nos bénévoles afin qu'ils puissent, durant toute la période de l'estive, rencontrer des usagers de la montagne et échanger avec eux sur les bons comportements à adopter face à un chien de protection, allié indispensable pour la cohabitation avec le loup mais parfois source de conflits.

Pour sa première édition, 13 bénévoles ont sensibilisé plus de 400 personnes au cours de 32 sorties terrain. L'objectif est de pérenniser cette action et de la reproduire sur l'ensemble du massif alpin.



ANNICK PROIX
Bénévole Alpatous

“Évoluer dans des espaces communs, apprendre à écouter, sentir, respecter, pour mieux connaître et rassurer les différents partenaires partageant les parcours. C'est ce que nous apprenons à devenir dans la formation “Alpatous”, c'est vivre la cohabitation harmonieusement !”



70

Dossiers en cours en 2021

13

Nouvelles plaintes déposées

17

Jours d'audience

5

Nouveaux recours administratifs

4

Stages de sensibilisation à l'environnement comme mesures alternatives aux poursuites

DÉFENDRE

Une fédération qui mène des combats juridiques depuis 50 ans

Victoire pour la Tortue d'Hermann : reconnaissance du préjudice écologique dans la plaine des Maures



L'année 2021 a été marquée par de belles victoires juridiques sur les enjeux environnementaux de notre région, notamment en faveur de la biodiversité.

Du constat de l'infraction de destruction d'habitat abritant des espèces protégées

Plusieurs domaines viticoles appartenant à la marque MDCV, Châteaux & Vignobles en Provence, ont été poursuivis par le Parquet de Draguignan et condamnés par le Tribunal pour des atteintes à l'environnement importantes.

Depuis plusieurs années, ces professionnels de l'œnotourisme n'hésitaient pas à entreprendre des travaux et aménagements sans aucune autorisation, sur des parcelles incluses dans la réserve naturelle de la plaine des Maures et couvertes par plusieurs zonages protecteurs, tels que Natura 2000. Le secteur de la plaine des Maures abrite en effet de nombreuses espèces protégées, dont les dernières populations de Tortues d'Hermann, particulièrement vulnérables en France et en Europe.

Les prévenus connaissaient pourtant très bien le caractère exceptionnel de leur environnement, évoqué sur le site internet pour promouvoir leur activité. La réglementation était par ailleurs régulièrement rappelée par les agents de la Réserve Naturelle Nationale qui œuvrent à la préservation de la biodiversité dans ce périmètre.

A la reconnaissance du préjudice écologique

Il s'agit d'une belle avancée en matière d'application du droit de l'environnement. La justice a constaté qu'il y avait une atteinte « *non négligeable aux éléments et aux fonctions des écosystèmes* » et a condamné les prévenus à réparer cette atteinte grave. Cette réparation devra s'effectuer en priorité en nature, et si ce n'est pas possible, une somme devra être affectée exclusivement à des actions concrètes permettant d'améliorer les écosystèmes ou état

de conservation des espèces impactées.

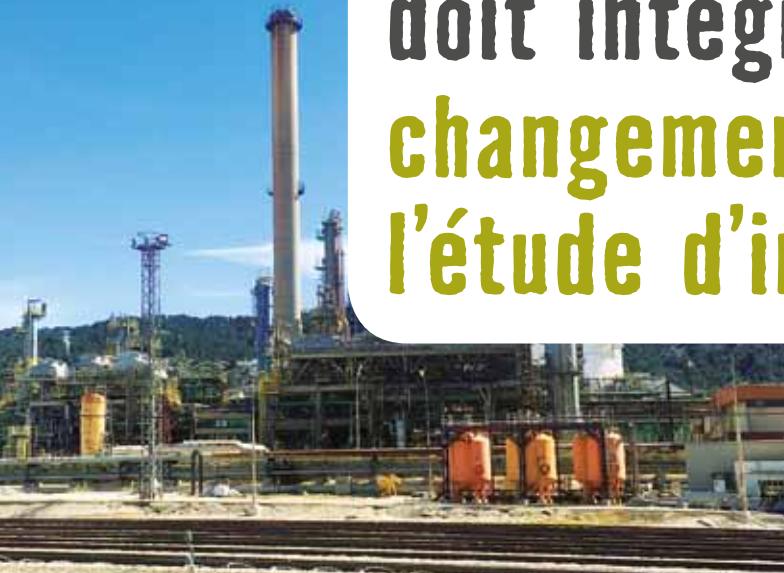
Outre les peines d'amendes requises et les dommages et intérêts alloués aux associations de protection de l'environnement, le Tribunal correctionnel de Draguignan a, plusieurs fois, prononcé la réparation du préjudice écologique. A notre demande, le Château des Launes a été condamné à verser 16 678 euros à la DREAL Provence-Alpes-Côte d'Azur, et le Château de Berne 375 700 euros. Ces sommes devront être affectées à des mesures de protection de l'habitat de la Tortue d'Hermann, afin de contrebalancer les conséquences désastreuses des infractions commises par ces domaines viticoles.



Mobilisation contre le trafic de déchets du BTP

Aux côtés de FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'UDVN-FNE83 s'est portée partie civile contre un important trafic de déchets du BTP. Nous avions affaire à une organisation de 17 sociétés du BTP. Ils utilisaient des terres agricoles ou naturelles, afin de déverser des déchets issus de déconstruction et d'excavation, en réalisant d'importants profits. Les condamnations ont été sévères : de 50 000 à 300 000 euros d'amende et une consignation 3,28 millions d'euros pour remettre le site en état.

Victoire pour le climat : la raffinerie de Total La Mède doit intégrer un volet changement climatique dans l'étude d'impact



Les associations au 1^{er} rang

Suite au recours déposé par FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur, FNE 13 et d'autres associations de protection de l'environnement, le Tribunal administratif de Marseille a prononcé le 1^{er} avril 2021 une **annulation partielle** de l'autorisation d'exploiter la raffinerie de Total La Mède (13). Il a enjoint le pétrolier à évaluer les impacts climatiques induits par son approvisionnement, notamment en huile de palme.

Le Tribunal a ordonné à Total de réaliser une nouvelle étude d'impact afin de prendre en compte les impacts climatiques de l'huile de palme importée car nécessaire au fonctionnement de sa raffinerie. De son côté, la Préfecture des Bouches-du-Rhône, qui avait délivré l'autorisation d'exploiter, devra organiser une nouvelle enquête publique et délivrer, ou non, une autorisation d'exploiter modificative sur la base de ces nouveaux éléments.

Evolution des études d'impacts

Cette décision constitue **une petite révolution** dans le droit des études d'impact puisque c'est la première fois qu'un tribunal consacre l'obligation pour un industriel de prendre en compte les impacts climatiques générés par la production de matières premières, nécessaires à son activité.

Plus précisément, dans cette décision le tribunal a jugé que :

« Compte tenu de l'impact sur le climat que l'utilisation d'huile de palme dans la production de biocarburants est susceptible de générer, et des quantités substantielles susceptibles d'être utilisées pour le fonctionnement de la bio-raffinerie de La Mède, l'étude d'impact du projet devait ainsi comporter une analyse de ses effets directs et indirects sur le climat, notion qui ne saurait être entendue de manière strictement locale dans le seul périmètre immédiat du projet. »

Ce jugement s'inscrit dans le sens de l'histoire avec un droit qui s'adapte au contexte économique mondialisé. La production massive d'agrocarburants entraîne la déforestation en France et à l'étranger et l'occupation de terres agricoles au détriment des productions alimentaires. L'huile de palme, en particulier, a perdu son statut d'agrocarburant pouvant bénéficier de dispositions fiscales avantageuses, au vu de son impact massif sur les forêts et la biodiversité de plusieurs pays d'Asie (Indonésie, Malaisie...).

Le Tribunal administratif de Marseille fait également une juste application du droit des études d'impact de l'Union Européenne qui prévoit bien, contrairement à ce que soutient Total en défense, une évaluation complète de tous les effets notables, directs ou indirects de l'activité en cause. Cela implique donc d'**évaluer les impacts du projet sur l'eau, l'air, le sol, la biodiversité et le climat**.



Une victoire pour la santé et l'environnement : condamnation d'ArcelorMittal

Suite à de nombreux manquements à la réglementation environnementale, notamment en matière de rejets atmosphériques, nous avions assigné la société devant le Tribunal judiciaire d'Aix-en-Provence en 2018.

Un site en infraction depuis de nombreuses années

En dépit des avertissements et mises en demeure, l'exploitant n'a cessé de reporter la réalisation des travaux nécessaires pour se mettre en conformité avec la réglementation. Classée « Seveso seuil haut » en raison de la dangerosité de ses activités, l'installation ArcelorMittal Méditerranée exploitait ce site en infraction avec son arrêté d'autorisation depuis de nombreuses années.

Benzène, oxyde d'azote, dioxyde de soufre, particules fines... l'usine sidérurgique rejette un cocktail de substances polluantes qui dépassent régulièrement les valeurs limites d'émission, allant jusqu'à des taux dix fois supérieurs aux seuils fixés par la réglementation. Ces polluants présentent des effets néfastes sur la santé des salariés, des habitants de la région et sur l'environnement. Il s'agit de cancérigènes avérés, altérant la fonction pulmonaire chez l'enfant et exacerbant des symptômes respiratoires aigus chez l'adulte, pouvant conduire à l'insuffisance pulmonaire permanente.

Un cocktail de polluants atmosphériques

Au-delà des risques causés par chaque substance individuellement, l'« effet cocktail » représente un vrai danger pour les personnes qui subissent ces pollutions au quotidien.

De plus en plus d'études démontrent que le cumul de substances chimiques en mélange aggrave les conséquences sanitaires des polluants.

La condamnation d'ArcelorMittal Méditerranée par le Tribunal judiciaire d'Aix-en-Provence confirme la légitimité de notre action en justice et la dangerosité des infractions dénoncées. Nous resterons mobilisés en 2022, en suivant les agissements de cet industriel pour la préservation de l'environnement et de la santé des citoyens.



GRÉGOIRE ATICHIAN
pilote du réseau
Risques industriels

“ArcelorMittal, producteur d'acier, est un des principaux pollueurs du pourtour de l'étang de Berre, essentiellement au niveau de la cokerie. Cinq mises aux chandelles ont eu lieu en 2021, les gaz de cokerie, qui habituellement sont envoyés au groupe énergétique pour produire de l'électricité, sont rejetés tels quels dans l'atmosphère sans être torchés suite à des incidents. Ces gaz sont extrêmement toxiques. L'analyse faite par la DREAL de ces pannes donne à penser que les dysfonctionnements sont d'ordre électrique. FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur réfléchit à la suite à donner à ces rejets polluants dans l'atmosphère.”



INFLUENCER

Une fédération mobilisée sur les
enjeux de transition écologique

Une loi Climat & Résilience insuffisante !

Face à une loi Climat et Résilience insuffisante, face à un Plan de relance ne répondant pas aux objectifs de réduction des émissions de CO₂, face au retour de projets routiers inutiles, notre mouvement a interpellé les élus et l'Etat avec des propositions territorialisées pour répondre aux enjeux environnementaux de notre région.

La loi Climat & Résilience, supposée retrancrire les propositions de la Convention Citoyenne pour le Climat, est insuffisante pour atteindre l'objectif de **réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030** et perd de vue que la transition écologique est inéluctable pour l'avenir de l'humanité !

Avant son adoption, FNE a rencontré plusieurs députés de la région et leur a présenté **6 grandes propositions territorialisées :**

- Un grand plan d'éducation et de sensibilisation à l'environnement et la nature.
- Des mesures de protection des forêts.
- La fin des avantages fiscaux pour le transport routier de marchandises, pour inciter au report vers d'autres modes de transport durables.

- Une obligation de rénovation des bâtiments.
- Une alimentation locale de qualité respectueuse du climat.
- La création d'un délit de mise en danger de l'environnement opérationnel

Bon nombre de nos propositions pour améliorer le texte a été rejeté. Nous déplorons notamment le refus d'un Plan National d'Education à la Transition Écologique et de mesures plus exigeantes pour préserver nos forêts et les adapter au changement climatique, l'absence d'une obligation de rénovation progressive et bénéfique pour tous et un délit de « mise en danger de l'environnement » toujours impossible à mettre en œuvre.



Plan de relance en région : attention aux dérives à contre sens de l'écologie

Seule structure associative environnementale représentée au sein du comité régional de suivi du Plan de relance, FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur a décrypté les mesures du Plan de relance sur le territoire régional.

FNE regrette, notamment, l'organisation de dispositifs très budgétaires sans objectifs environnementaux ou sociaux (exemples : tonnes de CO₂ évitées, emplois préservés et autres indicateurs de bien être sociétal) mais aussi, l'absence de critères d'éco-conditionnalité intégrant les Objectifs de Développement Durable pour l'ensemble de ces aides.

Nous avons souligné des avancées en matière de décarbonation de l'industrie, d'agroforesterie et de plantation de haies, de gestion des biodéchets ou encore d'économie circulaire.

Ceci étant, notre fédération a alerté les institutions à travers plusieurs courriers sur les dérives d'utilisation de ces fonds pour des projets à rebours des enjeux environnementaux, notamment dans le domaine des transports avec un soutien fort des projets routiers ou encore en matière d'aides à la gestion de l'eau face aux aléas climatiques. Sur ce point, FNE est en alerte sur les ouvrages hydrauliques (barrages, canalisations de transfert), sur l'alimentation des canons à neige et sur les extensions de périmètres irrigables qui ne s'inscrivent pas dans le cadre de projets de territoire pour la satisfaction des besoins locaux en eau potable.

Le réseau FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur restera attentif au suivi et au contrôle de la bonne utilisation de ces fonds.

Crise sanitaire et Plan Montagne : l'indispensable vision de long terme

L'application du **Plan de relance aux territoires de montagne - Plan Montagne** doit avoir pour objectif le financement d'investissements utiles à la transition écologique et énergétique afin de permettre l'évolution de certaines activités compte tenu du changement climatique et de la perte critique de biodiversité.

Au total, 4 millions d'euros du Plan de relance sont affectés à la montagne par le biais de l'enveloppe générale de la Commission Interrégionale du Massif alpin (le programme européen « Espace Valléen » [POIA]). Au-delà du POIA, le programme de la Région « Station de demain » doté de 50 millions d'euros sur 2015-2020 (et renouvelé pour 100 millions d'euros en 2021) a permis essentiellement l'investissement dans les remontées mécaniques et les canons à neige.

Grâce à son réseau Montagne et en lien avec la Commission Internationale pour la Protection des Alpes (CIPRA), FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur a rencontré de



nombreux élus de montagne et a interpellé la Région pour que les fonds affectés à ces territoires soient réorientés vers la transition écologique et non vers la reconduction des usages antérieurs.

Ce Plan Montagne doit être saisi par les élus pour faire évoluer les politiques de leurs territoires afin d'intégrer davantage l'environnement, sa conservation et la protection de la montagne avec une vision à moyen et long terme.

Nous pouvons ainsi mentionner : la restauration des voies ferrées plutôt que la construction de nouvelles routes (les vallées Roya, Tinée, Vésubie, les lignes Gap-Valence); le développement d'activités saisonnières alternatives sans remontées mécaniques ni d'engins à moteurs (motoneiges) ; la rénovation thermique des bâtiments existants plutôt que la construction de nouveaux (ceux-ci augmentent en effet la pression foncière et contribuent à l'artificialisation des sols).

16 QUESTIONS AUX FUTUR·E·S ÉLU·E·S RÉGIONAUX·ALES

Interpellation des candidats aux élections régionales pour mettre la transition écologique au cœur des débats

Après avoir élaboré ses propositions pour « une région vivable », notre fédération a souhaité connaître les intentions des listes candidates aux élections régionales sur les enjeux de la transition écologique.

Pour une région vivable

La Région est cheffe de file sur les questions de biodiversité, d'aménagement du territoire, des transports, d'économie et de formation professionnelle. C'est une autorité de planification dotée de leviers financiers conséquents.

Nous avons soumis à l'ensemble des candidats un questionnaire avec les points que nous jugeons essentiels au vu des compétences régionales et de l'urgence à agir tels que l'éco-conditionnalité des aides, le zéro artificialisation nette ou encore les enjeux de mobilité.

Sur les 4 listes ayant répondu à notre questionnaire - **Rassemblement Ecologique et Social, l'Ecologie au Centre, Oui la Provence et Notre Région d'abord** - les propositions environnementales se situent à des degrés variables.

Aller plus loin sur l'éco-conditionnalité des aides régionales

Notre attention se porte spécifiquement sur la question de l'éco-conditionnalité des aides octroyées aux acteurs publics et privés (ces critères d'éco-conditionnalité sont en accord avec les Objectifs de Développement Durable adoptés par l'ONU). Sur ce point, les réponses sont globalement axées sur la commande publique ou encore des aides spécifiques. Il est nécessaire d'aller plus loin pour une réelle intégration des objectifs de transition écologique dans le budget régional.

Le changement climatique est omniprésent, il est urgent d'adapter nos comportements individuels et collectifs et d'augmenter la résilience des territoires. Nous aurons à cœur de suivre les engagements pris sur la transition écologique.

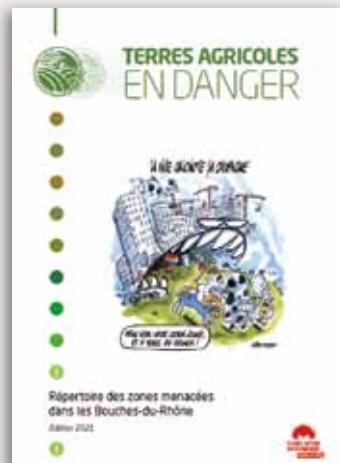


Mobilisation pour la préservation des terres agricoles !

19 mois après sa 1^{re} édition, notre répertoire des terres agricoles en danger indique que le béton envahit encore davantage les terres agricoles. 63 zones concernées, pour 36 en 2019, soit 2247 hectares menacés ! Même si ce répertoire n'est pas exhaustif, il indique une tendance d'artificialisation des terres sur laquelle aucune autorité ne communique.

Nous constatons une contradiction majeure avec les objectifs affichés par la métropole dans le cadre de son plan alimentaire territorial ou de son plan d'actions en faveur de l'agriculture urbaine et la planification de l'urbanisation à travers les PLUi.

FNE 13 agit avec les associations locales pour proposer des alternatives aux bétonnages des terres. Consultez et signalez de nouvelles menaces : www.fne13.fr/sauvons-nos-terres-agricoles





ALERTER

Une fédération vigilante depuis 50 ans
sur les atteintes à l'environnement



Liaison Est-Ouest d'Avignon : un projet du passé

Malgré les périodes de confinement, l'année 2021 a malheureusement vu la poursuite des dégradations de l'environnement, notamment de décharges sauvages et le retour de projets routiers inutiles telle la Liaison Est-Ouest d'Avignon (LEO).

Encore un projet routier inutile

Cet ancien projet de route express de 6 km en 2x2 voies abandonné faute de moyens, a été opportunément ressorti, à la faveur du Plan de relance lié au COVID. Aux côtés de plusieurs associations et collectifs locaux, nous avons dénoncé les lacunes du dossier et déposé un recours devant le Tribunal administratif.

Le projet de liaison Est-Ouest d'Avignon a été déclaré d'utilité publique en 2003 sur le fondement d'études environnementales qui remontent aux années 90. Certaines de ces données n'ont pas été réactualisées depuis, notamment en matière d'émissions de gaz à effet de serre, de nuisances sonores, de continuités écologiques ou encore de risques naturels.

Des atteintes fortes à la biodiversité avec plus de 80 espèces menacées

Les atteintes à la biodiversité locale seront nombreuses : le tracé défini impactera plus de 80 espèces protégées et 8 sites Natura 2000. Néanmoins, aucun dossier de demande de dérogation « espèce protégée » n'a été déposé.

Les enjeux environnementaux actuels nous obligent à réduire la place du transport routier. Les études prouvent que la création de nouvelles voies de circulation ne fluidifie pas le trafic et ne diminue pas le nombre de véhicules.

Le secteur impacté par le projet est un secteur de maraîchage sur des petites parcelles. A l'heure où la crise du COVID-19 a démontré l'importance de la production agricole locale, dans un objectif de souveraineté alimentaire, la destruction de ces terres fertiles en périphérie de l'agglomé-

ration est insensée. Il est impératif de préserver nos terres agricoles et stopper ces projets routiers consommateurs d'espaces à préserver.

Planifier la capacité d'un territoire à subvenir à ses besoins alimentaires est d'intérêt général et doit être défendu par l'ensemble des acteurs.



Mobilisation de terrain sur la Liaison routière Est-Ouest d'Avignon

Partout en France, les contournements routiers appor-tent les mêmes solutions provisoires, avant de devenir eux-mêmes source de problèmes. Ce fut le cas de la ro-cade Charles de Gaulle en Avignon qui a montré ses limi-tes. Le retour d'expérience ne sert pas puisque la LEO est remise au goût du jour.

Le tracé proposé est aberrant car :

- il artificialise définitivement une centaine d'hectares d'une terre remarquable, irriguée et à fort potentiel agro-nomique.
- il détruit un milieu naturel exceptionnellement riche. En effet, la LEO passe par une zone Natura 2000, 80 espè-ces protégées présentes sont sacrifiées. Par ailleurs, l'analyse d'incidences Natura 2000 comporte des lacunes, assure l'Autorité Environnementale dans la synthèse de sa conclusion.

Sentinelles de la Nature, 1 an après, un bilan encourageant

À terre ou en mer

Témoin d'une atteinte à l'environnement ?
Signalez-la avec Sentinelles de la Nature !

sentinellesdelanature.fr



JUSTINE BATI
Chargée de mission FNE 84

"Après des études en droit de l'environnement, j'ai eu la chance de rejoindre le mouvement France Nature Environnement en tant que chargée de projet au sein de la fédération du Vaucluse, même si cela s'est passé dans un contexte environnemental et sanitaire difficile.

En charge de divers dossiers portant sur la pollution lumineuse, la gestion des déchets, la gestion de l'outil Sentinelles de la Nature, j'ai vu combien la force de ce mouvement est liée aux associations adhérentes, lui donnant ainsi une puissance d'action issue de la connaissance du terrain et des compétences pluridisciplinaires la composant."

Une application pour alerter et agir : les chiffres 2021

L'application « Sentinelles de la nature », mise en place au niveau national et déployée dans toute la France, a été lancée en 2020 en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle permet à tout citoyen d'être acteur en signalant une dégradation environnementale ou une initiative favorable à l'environnement.

En 2021, ce sont près de **400 signalements** recensés, dont 355 pour des dégradations de l'environnement. Près de 70% concernent des dépôts sauvages ou des décharges illégales.

Face à ces dégradations, l'équipe « Sentinelles de la nature » de FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur a engagé **252 actions auprès des autorités compétentes** : courriers adressés aux maires ou aux services des préfectures, signalements aux autorités de police de l'environnement, saisines des procureurs de la République...

Sentinelles de la Nature a permis ainsi de résorber plusieurs dépôts sauvages de déchets et d'inciter les maires à mettre en demeure les propriétaires privés lorsque cela était nécessaire.

On peut souligner dans cette démarche, des initiatives favorables à l'environnement même si elles sont moins nombreuses : arrêtés zéro pesticides, ressourceries, jardins partagés citoyens...

Evolution de l'application : ouverture aux milieux littoraux et marins

En 2022, l'application évolue et étend son champ d'action aux milieux littoraux et marins. Il est désormais possible de signaler abus, dégradations et bonnes pratiques aussi sur le littoral et en mer jusqu'à 22 km des côtes. Les atteintes peuvent être variées : dégradation de l'herbier de posidonie par mouillage inadapté, abandon de déchets de diverses natures (épaves y compris), lavage inadapté des cuves à eaux grises ou noires, enlèvement des posidonies déposées sur les plages.

Les initiatives positives telles que des sentiers pédagogiques sous-marins peuvent aussi être mentionnées...

Rejoignez-nous en quelques clics sur le site sentinelles-delanature.fr ou sur l'application mobile (disponible sur Google Play et Apple Store).

Eoliennes en Méditerranée, les fédérations Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon participent au débat public

Dans notre région où les enjeux environnementaux, paysagers et patrimoniaux sont forts, les projets d'énergies renouvelables se heurtent souvent à de vives contestations. Pourtant, la sortie des énergies fossiles et fissiles est plus que nécessaire : le dialogue s'impose.

Un débat public pour comprendre et exposer nos propositions

Alors que la majorité de citoyens ignorait largement les projets de parcs éoliens en mer, le débat public mené par la Commission Nationale du Débat Public a permis de pallier cette méconnaissance et de favoriser l'expression des acteurs, parties prenantes ou du grand public au sens large.

Le débat a ainsi porté, non seulement sur la localisation des parcs envisagés, mais aussi et surtout sur leur opportunité et sur les enjeux environnementaux qu'ils soulèvent. FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur et FNE Languedoc-Roussillon n'ont pas manqué de rappeler l'indispensable cohérence entre nécessaire transition écologique et besoin impératif d'une politique énergétique volontariste, incluant les énergies renouvelables, dont l'éolien flottant off-shore. Toutefois, le développement de l'éolien off-shore, notamment à une échelle industrielle, devra impérativement tenir compte de la biodiversité, déjà malmenée par l'ensemble de nos activités anthropiques. La vigilance est de mise : amélioration nécessaire des connaissances des milieux amenant à faire évoluer les projets, application conscientieuse de la séquence **Eviter-Réduire-Compenser** à toutes les étapes du projet, analyse complète du cycle de vie des futurs parcs, définition des options pour la fin de vie des parcs... Avec cette question-clé : quelle gouvernance réelle ?

Lire le [cahier d'acteurs](#) de FNE Languedoc-Roussillon et FNE Provence Alpes Côte d'Azur : https://fnepaca.fr/wp-content/uploads/2021/11/20211025-FNEpaca-LR_EOS-cahier-acteurs_v5.pdf

Une concertation nécessaire dans tous les projets d'énergie renouvelable

Au-delà de ce débat public, il est indispensable d'associer l'ensemble des parties prenantes d'un territoire pour l'implantation de tout projet d'énergie renouvelable. Au niveau national, [plusieurs outils ont été développés](#) pour analyser les projets et construire des propositions pour enrichir les projets : éoloscope, méthascope, photoscope. Au niveau régional, nous avons publié [le guide Concertation & Énergies renouvelables](#).

La concertation est la clef de voûte tant dans la planification territoriale de la transition énergétique que dans le développement de tout projet d'énergies renouvelables.

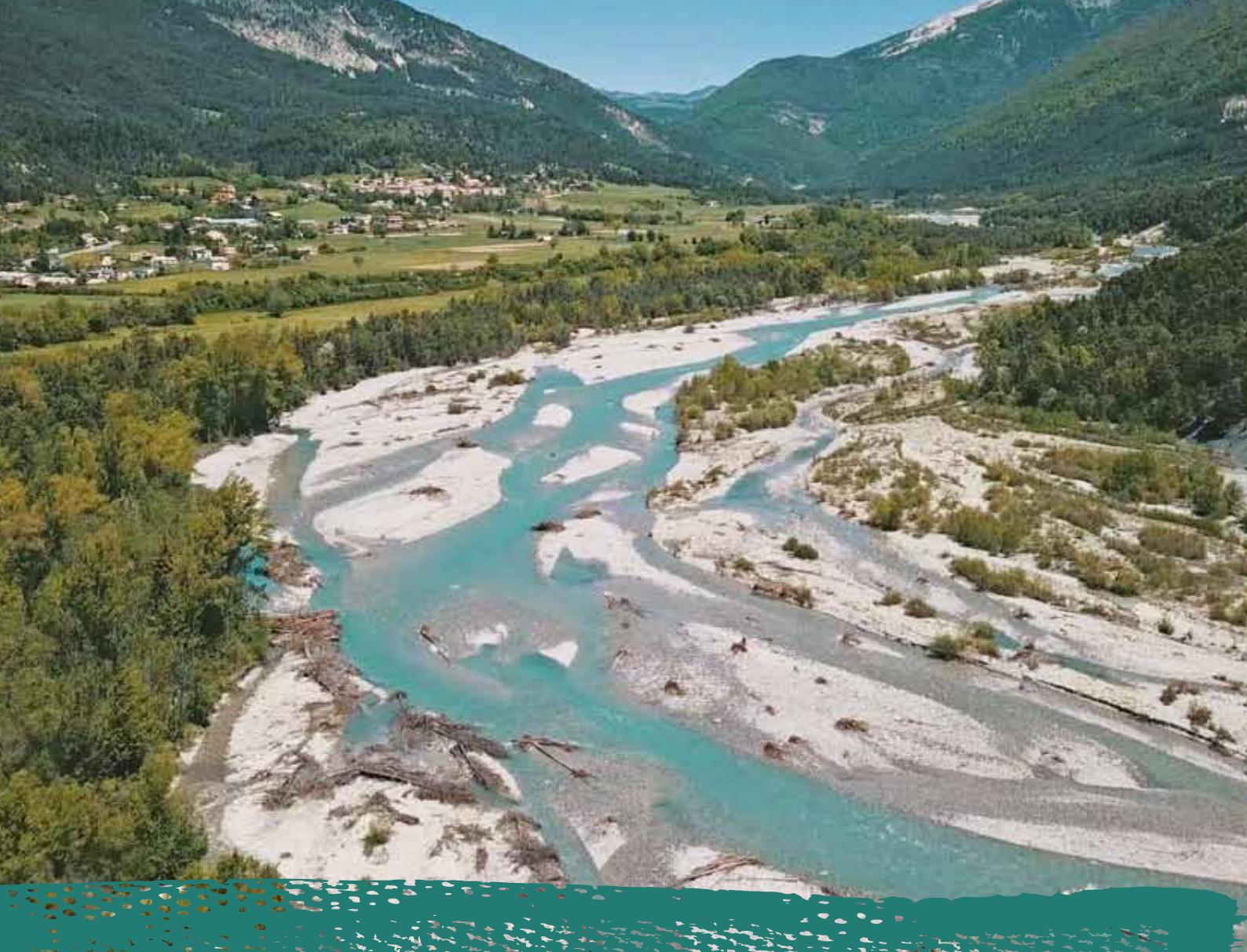
À consulter : <https://fnepaca.fr/wp-content/uploads/2021/01/Guide-concertation-VF-Web.pdf>



Mobilisation pour une concertation sur les énergies renouvelables à grande échelle

FNE 04 a mené une action en 4 temps :

- Accord de principe avec la communauté d'agglomération Durance Luberon Verdon ;
- Contact avec une dizaine d'associations, du jardin partagé à l'association d'insertion sociale de quartier la ressourcerie et d'autres à vocation générale ;
- Actions d'information préparant leur participation au débat public ;
- Rédaction collective d'une liste de questions concernant le projet Hygreen transmise à la Commission Nationale du Débat Public en vue du futur débat public.



ACCOMPAGNER

**La fédération régionale accompagne
le dialogue environnemental**



Renforcer la préservation des milieux marins et aquatiques face au changement climatique

Mobilisation de l'ensemble des acteurs dans la planification de l'eau

En matière de politiques intégrées de l'eau et de la mer, 2021 a été une année riche avec la mise en consultation des projets de Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et du Document Stratégique de Façade (DSF). Ces documents permettent de planifier les orientations et actions pour atteindre et/ou maintenir le bon état écologique des eaux, tant continentales que côtières ou marines.

Dans ces différents domaines, l'association équitable de toutes les parties prenantes, à des échelles cohérentes de territoire, reste plus que jamais indispensable, à l'opposé des pratiques observées lors du Varenne agricole de l'eau. La question de la gouvernance locale se pose avec d'autant plus d'acuité que la crise sanitaire et ses corollaires économiques et sociaux, se font durement sentir en plus des tensions liées au changement climatique.

Nos propositions pour les milieux aquatiques

Rare politique publique dotée d'une réelle portée environnementale, le **SDAGE 2022** prend d'autant plus d'importance que d'autres politiques marquent un recul sans précédent en matière de réglementation environnementale (relèvement des seuils d'autorisation des ICPE, simplification des études d'impacts, dérogations aux interdictions de prélèvements, cartographie réductrice des cours d'eau...). Nous avons rappelé la nécessaire adaptation au changement climatique, l'importance d'une gestion économe et partagée de la ressource, de la préservation ou restauration du bon état, la prise en compte des effets cumulatifs des projets.

Nos propositions pour la Méditerranée

Côté mer, FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur dénonce la colonisation très économique du **DSF**. L'objectif visé par l'Europe est que les eaux littorales et marines retrouvent le bon état écologique, permettant ainsi de maintenir la vie et la richesse biologique dans ces milieux complexes. Pour les atteindre, il nous paraît essentiel de mettre au 1^{er} rang la prise en compte des interactions mer-terre, d'anticiper les risques littoraux et de s'adapter à la dynamique du trait de côte tout en diminuant les pressions liées aux divers usages en mer.

Autre demande forte du mouvement : obtenir « un tiers sauvage » en matière d'aires marines protégées afin de constituer une continuité écologique maritime.



Mobilisée sur tous les fronts à la suite de la tempête ALEX

En 2021, FNE 06 est intervenue sur les impacts environnementaux économiques et humains de la tempête ALEX :

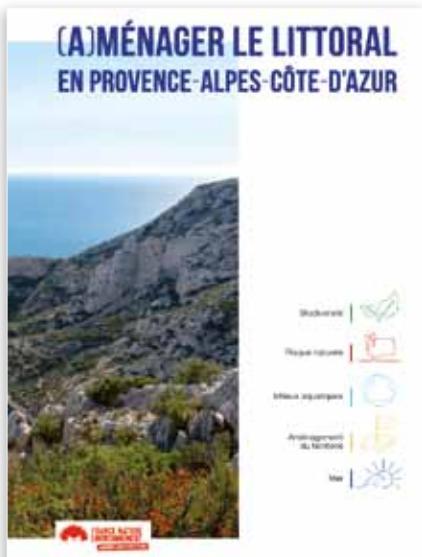
- Organisation d'une journée de formation et d'échange : « Un an après la tempête ALEX : Quel devenir pour nos vallées ? » avec la participation de la DDTM, l'OFB, l'ONF, Météo France, le SMIAGE, des habitants et élus locaux ;
- Demande d'urgence de révision des Plans de Prévention des Risques Inondation de la totalité du département 06 pour tenir compte de l'évolution du climat méditerranéen ;
- Soutien solidaire et financier de l'association ANFAN (Association Nature et Formation dans les Alpes Niçoises) de la Vallée de la Vésubie dans la reconstruction de sa ferme pédagogique ;
- Courrier d'alerte au Préfet ;
- Participation aux réunions sur les travaux de reconstruction et les prises en charge des victimes.



Des outils pour nos associations

FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur fournit à ses associations membres des guides illustrés de retours d'expérience permettant de construire des propositions à chaque échelle de territoire.

Des fiches pour aider à [A]ménager le littoral

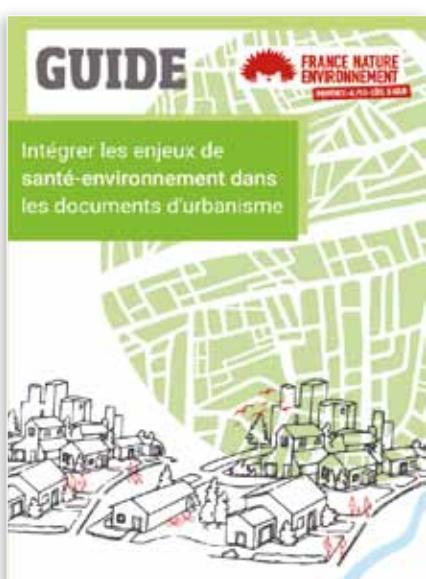


Espace de rencontre (entre mer et terre, entre mer et hommes), espace fragile, et pourtant d'une grande attractivité, le littoral appelle une vision globale, intégrant les nombreux enjeux de ces territoires. Quel aménagement proposer pour faire face aux fortes pressions existantes et conserver « l'esprit des lieux » ? Quelle politique imaginer, quels outils mobiliser pour concilier l'installation légitime des habitants et la préservation des milieux ? L'aménagement du littoral doit idéalement permettre de faire face aux pressions existantes et de conserver le caractère des sites concernés.

Ainsi, pour **aider les acteurs locaux**, FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur présente des propositions et des exemples de réalisation dans les territoires régionaux sous forme de fiches thématiques et de fiches outils.

Les principaux enjeux sur le littoral sont abordés dans les **fiches-enjeux** suivantes : préserver et promouvoir la biodiversité et les fonctionnalités écologiques, préserver les zones humides littorales, réduire la vulnérabilité des territoires et anticiper les risques, établir une organisation des usages et des activités, préserver la qualité de l'eau pour les usages, s'adapter aux changements climatiques et adapter la capacité d'accueil des territoires.

Des **fiches-outils** complètent cette première partie rappelant le cadre général des différents dispositifs des fiches enjeux. Elles sont classées en **5 thèmes** : Biodiversité, Risques naturels, Milieux aquatiques, Aménagement du territoire, Mer. <https://fnepaca.fr/wp-content/uploads/2021/11/PDF-pochette-3.pdf>



Un guide pour intégrer les enjeux Santé - Environnement dans les documents d'urbanisme

Les liens entre notre environnement et notre santé sont forts, comme l'a démontré la crise sanitaire du Covid-19. Cela nous rappelle qu'il est essentiel de concevoir un **aménagement du territoire favorable à la santé**. Les leviers pour agir sont multiples : modes de déplacement, rénovation du logement, régulation des activités industrielles et agricoles, présence de nature en ville, accès à une alimentation de qualité... Le guide que nous avons réalisé se veut être un outil opérationnel ayant pour objectif de présenter les enjeux de santé-environnement et les principaux moyens de les intégrer dans les documents d'urbanisme et au-delà. Il s'accompagne de temps d'échanges et de mises en pratique à travers des ateliers. https://fnepaca.fr/wp-content/uploads/2021/05/FNEPACA_Guide-Sante-Urb-2021_web.pdf

La réduction à la source : l'exemple des biodéchets

D'ici 2024, les biodéchets (déchets alimentaires et autres déchets biodégradables) devront être triés et collectés en vue de leur valorisation. FNE se mobilise à plusieurs niveaux pour préparer les territoires.

Participation des associations aux programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA)

Avec du retard, les intercommunalités se dotent peu à peu de tels programmes de prévention dans lesquels les biodéchets sont un axe important. En effet, ils constituent à eux seuls un tiers de nos poubelles alors qu'ils peuvent être réduits à la source par le biais de différentes solutions : lombricompost, compostage individuel ou collectif...

Afin de permettre une représentation citoyenne dans le cadre de la mise en place des PLPDMA, la fédération régionale structure un réseau de référents associatif pour qu'ils puissent être force de proposition et partie prenante dans cette démarche de réduction à la source. En effet les associations, interface avec les citoyens, sont un acteur relais indispensable dans la mise en œuvre de ces politiques publiques.

Un guide pour activer la mise en place des PLPDMA

Nous avons réalisé une note d'information sur le rôle des associations dans l'élaboration et le déploiement des PLPDMA qui s'adresse aux EPCI. Elle est téléchargeable sur ce lien : https://fnepaca.fr/wp-content/uploads/2020/05/Elaboration-et-deploiement-des-PLPDMA-Role-des-associations_Mai-2020.pdf

Des vidéos de retour d'expérience à diffuser largement

Notre vidéo montre des solutions mises en œuvre par les collectivités de la Région (Pays d'Aix, communauté de

communes de Serre-Ponçon et intercommunalités de l'aire toulonnaise et du golfe de Saint Tropez) : compostages individuels, en établissement ou encore à travers une distribution de poulaillers. Ce retour d'expériences permet d'essaimer des idées. Nous espérons pouvoir convaincre l'ensemble des décideurs de passer à l'action avant l'échéance du 1^{er} janvier 2024, date à laquelle les biodéchets devront faire l'objet d'une collecte et d'un traitement séparés.

<https://fnepaca.fr/2021/07/09/une-video-pour-parler-des-solutions-de-gestion-des-biodechets/>



Mobilisation sur les biodéchets : Compost'Alpes

La SAPN-FNE 05 collecte en vélo les biodéchets des restaurants et commerces du centre-ville de Gap et les composte sur des terrains à proximité du centre-ville depuis le 4 février 2020.

Plus de 2500 kg de biodéchets ont été transvasés dans nos composteurs pour être valorisés en 2021 : c'est 2,5 tonnes de moins enfouies et 2,5 tonnes de plus transformées en compost pour nourrir les jardins !

Un projet solidaire :

- 5 bénévoles actifs pour les collectes
- 8 restaurateurs-trices dans le projet
- Un chantier participatif
- Un prêt de terrain pour le composteur
- Des partenaires pour la récupération du compost
- et de la bonne humeur lors des apéro-goûters.



Nos ressources

L'exercice 2021 se clôture sur un résultat excédentaire de 9168 €, avec des recettes en augmentation de 3 % par rapport à 2020.

Pour les charges :

Cette présentation des charges par réseau thématique montre la dynamique de tête de réseau de notre fédération régionale. Cette année, les enjeux d'urbanisme, eau et déchet ressortent avec l'accueil d'un chargé de mission supplémentaire sur le volet aménagement du territoire.

Pour les produits :

Les financements publics augmentent mais la diversification reste encore un objectif. Nous notons cette année une hausse des contributions volontaires, qui démontre une forte implication des membres de l'association dans la mise en œuvre du projet associatif.



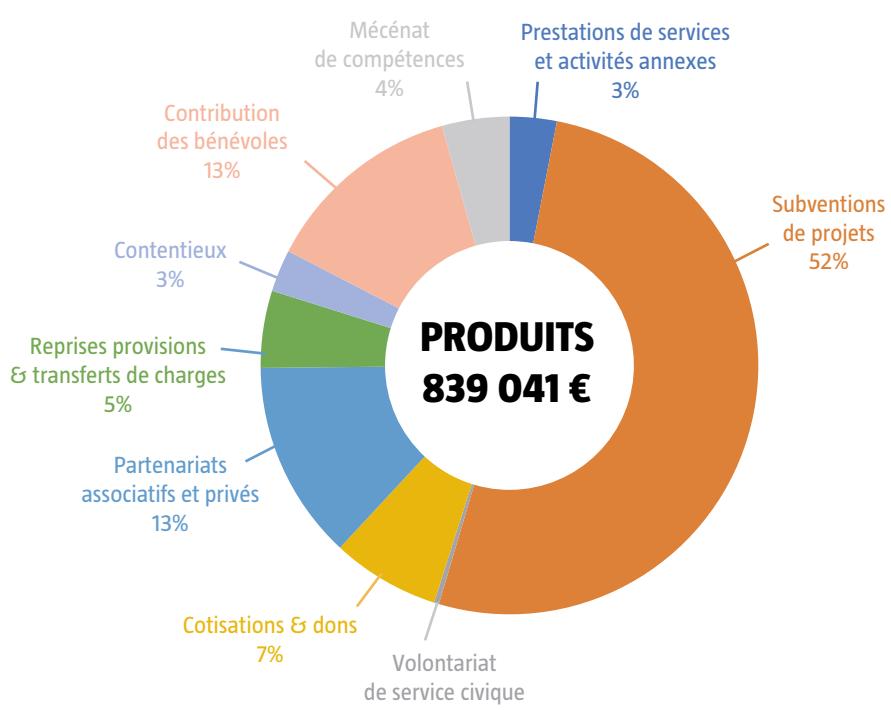
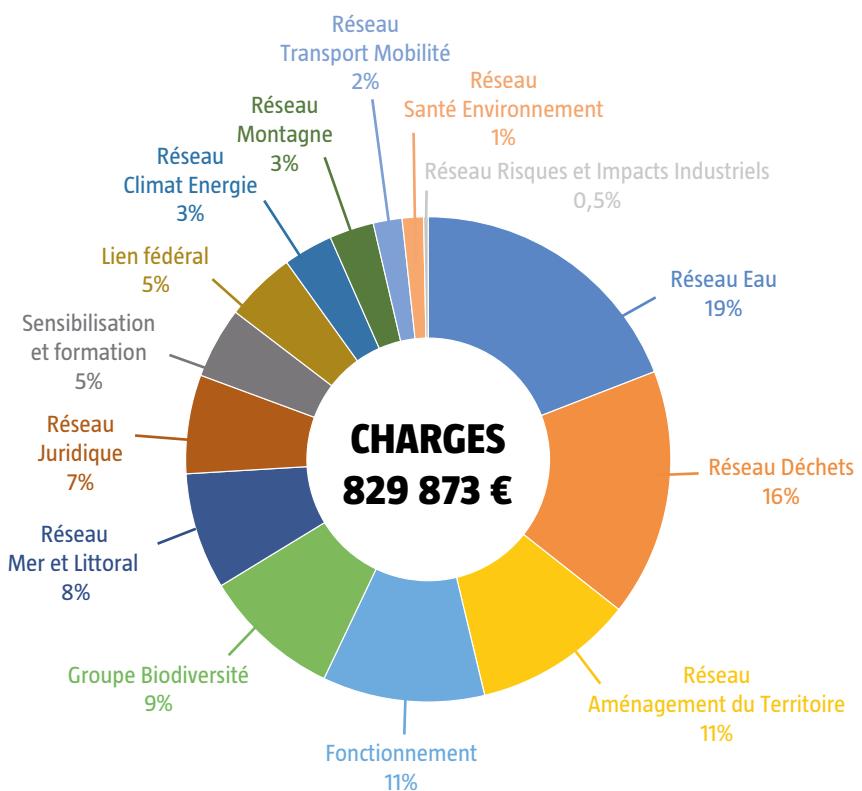
Jean-Luc Casaregola

Trésorier

FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur

“Comme en 2020, l'exercice 2021 se termine sur un résultat positif de près de 10 K€.

Pour cette année, nous avons intégré la valorisation des heures de bénévolat et de mécénat de compétence dans notre comptabilité analytique. Cela nous permet de bien identifier l'apport que cela représente notamment dans le fonctionnement courant et dans l'animation de nos réseaux thématiques. Au niveau du fonctionnement en particulier, c'est l'équivalent de 3 temps plein salariés.”



Agir tous ensemble

Nous sommes mobilisés pour évoquer la protection de l'environnement et le développement durable.

Adhérez

Vous êtes une association de protection de la nature et de l'environnement ?

Vous souhaitez intégrer un réseau associatif et rencontrer, échanger, construire, mutualiser ?

FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur et ses fédérations départementales vous souhaitent la bienvenue !

https://fnepaca.fr/wp-content/uploads/2021/11/2022-Bulletin_AHESION_Indiv_RGPD.pdf

Donnez

Depuis quelques années, nos interventions face à ceux qui ne respectent pas la réglementation en matière d'environnement et de développement durable représentent un investissement important pour notre association.

Vous souhaitez contribuer d'une manière différente à nos actions ? Vous pouvez participer directement au financement par des dons via notre plateforme de don en ligne : <https://www.helloasso.com/associations/fne-paca>

FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur a lancé un appel pour un monde vivable. La réussite de nos actions ne sera possible qu'avec l'aide de nos bénévoles. Rejoignez-nous et engagez-vous, vous serez la force de demain !

Devenez bénévole



Semaine du Développement Durable à Aix Marseille Université



Congrès mondial de la Nature à Marseille



Dimanche en Durance



ALAIN GRAPINET

Sécrétaire général
en charge du bénévolat

Vous souhaitez prendre part aux actions du mouvement FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur pour contribuer à la sauvegarde de la forêt, de nos terres agricoles, de la biodiversité, de nos rivières et de la mer, de la lutte contre l'artificialisation des sols et du dérèglement climatique, etc.

Selon vos attentes, votre territoire et vos disponibilités, vous trouverez un mode d'engagement personnalisé.

Les associations régionales



Découverte
Sainte-Baume

Connaissance du patrimoine forestier du Pays Sainte-Baume

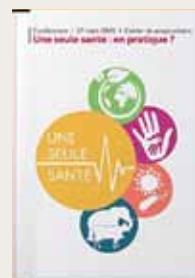
La forêt dit-on est multi-fonctionnelle. Le monde des forestiers et de tous ceux qui sont concernés par la forêt est riche, divers et complexe, parfois peu compréhensible pour les non-initiés.

En 2021, nous conduisons trois expériences :

- « Du pin au pain » : un non professionnel partage un exemple de gestion écologique de sa forêt.
- Découverte Sainte-Baume est l'un des fondateurs de l'association **Forêt Modèle de Provence** - réseau d'acteurs mobilisés pour le développement durable des espaces forestiers provençaux. Elle coordonne un projet européen sur la pédagogie forestière. Objectif comparer et confronter nos expériences sur l'éducation à l'environnement en France, Pologne, Italie, Portugal, Espagne.
- Ouverture de l'Espace Charles Casals, face aux écoles du Plan d'Aups. Il sera animé en 2022 par un jeune « médiateur » en cours de recrutement.



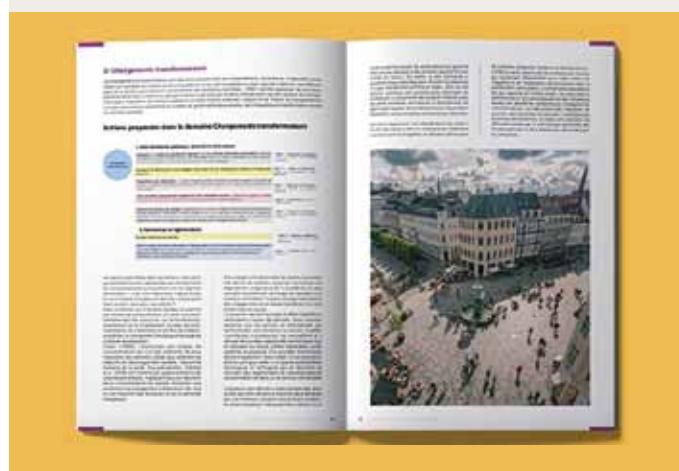
Association
Santé
Environnement
Provence



Le 25 juin 2021, était adressé à tous les ministères concernés, dont ceux de la santé, de l'agriculture, de la transition écologique, de l'alimentation entre autres, un cahier de recommandations. Celui-ci expose des solutions pour protéger d'altérations possibles les réactions d'interdépendance entre les différents êtres vivants ; ce monde macro et microscopique, animal comme végétal, constitue la biodiversité. Son équilibre est nécessaire car la santé des uns fait la santé des autres.

L'actualité avec le Covid-19 renforce cette nécessité. Dans un ordre d'idée équivalent, on peut souligner la participation de l'ASEF, l'automne dernier, à un webinaire sur le cancer et l'environnement avec des responsables politiques et d'instituts comme l'Institut National du Cancer (INCa) et la Ligue contre le cancer.

Les différentes actions de l'ASEF :
<https://www.asef-asso.fr>





L'augmentation de la fréquence des incendies dans les paysages méditerranéens pose depuis quelques décennies la question de la régénération des milieux et des espèces qui leur sont associées. C'est particulièrement le cas d'espèces longévives et peu mobiles telles que la Tortue d'Hermann (*Testudo hermanni hermanni*), classée « Vulnérable » et « En danger d'extinction », sur les Listes Rouges Nationale et Régionale (PACA).

Les 16 et 17 août 2021, un violent incendie a frappé la Plaine et le Massif des Maures dans le Var, dernier bastion continental français de l'espèce. 8 000 hectares d'écosystèmes ont été ravagés, plus de la moitié de la Réserve Naturelle Nationale de la Plaine des Maures a brûlé.

La SOPTOM et ses partenaires se sont mobilisés afin de mener une campagne de sauvetage et de recensement de la Tortue d'Hermann. Plus de 350 tortues ont été observées en moins de 3 semaines sur environ 700 à 800 hectares de terrains calcinés. Alors que près de 90% des tortues semblent avoir péri dans le "Massif", environ 61% ont survécu dans la "Plaine". Ces dernières étaient cachées sous des dalles rocheuses les préservant de la canicule qui sévissait depuis une semaine.

Victimes de brûlures plus ou moins importantes, de lésions internes et d'infections, une quarantaine de tortues a rejoint le Centre de Soins de la Faune Sauvage de la SOPTOM afin d'y être hydratées et soignées. Certaines sont toujours en soins cet hiver ; les autres ont été relâchées durant l'automne sur leur lieu de découverte. Equipées d'émetteurs, nous les suivons depuis afin notamment de mieux suivre leur réadaptation suite aux soins. D'autres tortues survivantes non blessées sont suivies par radiotrackings afin d'améliorer nos connaissances sur les mécanismes de survie et de régénération de la population (hibernation, taux survie, reproduction, utilisation de l'espace).

Pour en savoir plus :

- Voir la [vidéo](#) - Contact : Sébastien Caron



AGIR pour la
BIODIVERSITÉ
Provence-Alpes-Côte d'Azur

La LPO a fêté en 2021 les 100 ans de son programme « Refuges LPO ».



Ce programme permet à des personnes physiques ou des personnes morales de s'engager en faveur de la biodiversité de proximité !

En rejoignant le réseau des Refuges LPO, premier réseau d'espaces labélisés en fonction de critères d'accueil de la biodiversité, les propriétaires ou gestionnaires s'engagent à créer les conditions propices à la vie du sol, de la faune et de la flore sauvages, à préserver l'espace de toutes les pollutions et à réduire leur impact sur l'environnement.



En savoir plus :
refuges.paca@lpo.fr
ou <http://paca.lpo.fr>



© Sébastien Caron/SOPTOM



Colinéo est une association de protection et d'éducation à l'environnement et au développement durable créée en 1973. Dans le cadre de son projet de formation et de sensibilisation à l'environnement du grand public, elle propose des balades Nature et Patrimoine destinées à un public désireux "d'apprendre en marchant" et des sorties naturalistes. Elles sont commentées par une équipe expérimentée et ont pour but de faire découvrir ou redécouvrir le patrimoine remarquable, la faune et la flore exceptionnelle de notre région.



En 2021, NOSTERPACA a interpellé les têtes de liste candidate aux élections régionales afin de connaître leurs intentions en matière de satisfaction des attentes des usagers mais aussi de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre.

Les décisions prises à l'échelle régionale ont une influence majeure sur les utilisateurs comme sur la lutte contre les gaz à effet de serre et de la biodiversité. Ces élections de juin 2021 auraient pu ainsi être l'occasion d'impulser un changement dans les décisions des élus pour prendre en compte ces enjeux. Malheureusement, les transports, qui mobilisent une part importante des finances de l'institution régionale, ont très peu émergé dans les débats.



Le Groupe d'Accompagnement Local Haute Provence Luberon (GAL HPL) a sollicité l'ALTE pour répondre à leur projet de coopération pour promouvoir l'utilisation des ressources locales dans le bâtiment.

Pour ce projet, l'ALTE en partenariat avec le Parc Naturel Régional de Luberon (PNRL) travaille sur le développement d'une plateforme numérique des matériaux naturels et locaux.

Il s'agit d'un site internet simple et pratique sur les matériaux naturels du bâtiment qui sont produits, transformés et commercialisés sur le territoire du GAL Haute Provence à destination du grand public et des professionnels du bâtiment.

<https://alte-provence.org/>



MERCI À TOUS NOS BÉNÉVOLES QUI NOUS ACCOMPAGNENT DEPUIS 50 ANS !



France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur

14 Quai Rive Neuve 13 007 MARSEILLE
fnepaca.fr / contact@fnepaca.fr
Tel : 04 91 33 44 02

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2021

Comité de rédaction : Bernadette Verron, Nathalie Chaudon, Annelise Muller, Mathilde Gouëffon, Mattia Trabucchi, Méryl Moine, Justine Poncet, Paul Naglik, Aurore Aubail, Caroline Ligorio et nos partenaires associatifs.

Conception graphique : Nathalie Caune, Sophie Villeneuve.

Crédits photo :

1^{ère} de couverture : Adobe Stock

4^{ème} de couverture : Titouanc/Unsplash

Pages intérieures : FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur, Ward Zhou/Pixabay ; Nghang Vu/Pixabay ; David Clode / Unplash ; William Cho / Pixabay ; Michaela Wenzler/Pixabay ; Kabomani-Tapir/Pixabay ; Karolina Grabowska / Pexels ; Pxhere ; Thomas G /Pixabay ; Ben Kerckx /Pixabay



Ce document a été imprimé sur du papier recyclé avec des encres à base végétale, par une imprimerie labellisée Imprim'Vert



Retrouvez toutes nos actions sur www.fnepaca.fr
Inscrivez-vous à notre lettre d'information mensuelle !



AVEC LE SOUTIEN DE

